



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 18/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENGIE ENERGIE SERVICES

1 place Samuel Champlain
92400 Courbevoie

Code AIOT : 0006506333

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2024 dans l'établissement ENGIE ENERGIE SERVICES implanté 1 ROUTE DU TRONCHET Carrefour des arbres verts 92360 MEUDON. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE ENERGIE SERVICES
- 1 ROUTE DU TRONCHET Carrefour des arbres verts 92360 MEUDON
- Code AIOT : 0006506333
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est une chaufferie gaz. Le site est en cours de travaux dans le but de construire d'une nouvelle chaufferie gaz de puissance inférieure ainsi qu'une centrale de géothermie à l'horizon 2027.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 4.6.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 8.7.2	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	Non-conformité D de l'inspection du 07/09/20	Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 8.7.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Observation 3 de l'inspection du 07/09/20	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 8.4.5	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 3.2.4	/	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 8.6.8	/	Sans objet
8	Management environnemental	Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 2.1.3	Susceptible de suites	Sans objet
9	Plan de gestion autres périodes	Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Coupure manuelle	Arrêté Ministériel du 03/08/2018,	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 63		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (IIC) a relevé plusieurs non-conformités sur les thématiques suivantes : mesures sur les rejets aqueux, vérification périodique des murs coupe-feu et étalonnage de la baie d'analyse des rejets en NOx pour la chaudière 4. Ces points sont détaillés dans le rapport ci-dessous.

Par ailleurs, l'IIC propose à Monsieur le Préfet de mettre l'exploitant en demeure de se mettre en conformité vis-à-vis du débit d'eau actuellement prescrit par l'article 8.7.3 de son arrêté préfectoral pour la lutte contre l'incendie sur le site, avant le passage des installations modifiées sous le régime de l'enregistrement (fin des travaux et mise en service des nouvelles installations prévue en semaine 32, soit début août 2025).

Afin de justifier la conformité de ses installations, l'exploitant pourra le cas échéant déposer un porter à connaissance (PAC) à l'attention du préfet des Hauts-de-Seine justifiant que le débit disponible sur le site actuel suffit à assurer sa défense contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 8.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification par un organisme compétent
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. [...]
Constats : Par courriel du 04/11/2024, l'exploitant a transmis à l'IIC le rapport de vérification visuelle annuelle du 12/12/2022 et le rapport de vérification complète du 18/12/2023. Les deux rapports ne signalent aucune non-conformité sur les installations vérifiées. L'exploitant a indiqué que la vérification visuelle de 2024 est planifiée pour la fin d'année. L'IIC n'a pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter en fonctionnement normal les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)
- à une teneur en O₂ dans le tableau ci-dessous.

Paramètres	CHAUDIÈRE N°1			CHAUDIÈRES N°3 et N° 4			TURBINE à gaz		
	Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³			Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³			Valeurs limites d'émission en mg/Nm ³		
Concentration O ₂	3 %			3 %			15%		
Période de la moyenne	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle	Journalière	Mensuelle et/ou périodique	Annuelle
Poussières	/	5	/	/	5	/	/	10	/
SO ₂	/	35	/	/	35	/	/	10	/
NO _x eq. NO ₂	110	100	100	110	100	100	88 ⁽¹⁾	80 ⁽²⁾	80 ⁽²⁾
CO	110	100	100	50	50	50	110	100	100
(1)	Cette valeur est de 55 mg/Nm ³ à compter du 1 ^{er} août 2021								

1

(2)	Cette valeur est de 50 mg/Nm ³ à compter du 1 ^{er} août 2021
En cas de dépassement des valeurs limites d'émission, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'identification des causes des dérives et les actions mises en œuvre afin de respecter les valeurs limites d'émission dans les meilleurs délais, notamment pendant la saison de cogénération 2021-2022.	

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en flux :

Paramètres	Flux
Poussières	2,4 tonnes/an
SO ₂	19,3 tonnes/an
NO _x en équivalent NO ₂	58,3 tonnes/an

Constats :

L'exploitant a présenté à l'IIC les derniers rapports des mesures sur les rejets atmosphériques pour

<p>les chaudières 1, 3 et 4 et de la turbine à gaz.</p> <p>Le rapport de mesure pour la chaudière 1 et la turbine à gaz est daté du 09/02/2024 et le rapport de mesure pour les chaudières 3 et 4 est daté du 26/04/2024. Ces deux rapports concluent que les rejets respectent les valeurs limites d'émission (VLE).</p> <p>L'inspection n'a pas de remarques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 4.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant les polluants visés à l'article 4.5.2 par un laboratoire d'analyse agréé. S'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, le laboratoire d'analyse devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'IIC le dernier rapport de mesures sur les eaux résiduaires de l'Apave, daté du 11/05/2023, et a précisé que les prochaines mesures sont prévues avant la fin de l'année 2024, en décembre.</p> <p>Dans le rapport de 2023, les mesures ont pu être réalisées sur 3 points de prélèvements (il n'y avait pas d'eau au rejet « séparateur niveau cogénération ») :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rejet « séparateur niveau transformateur », pour lequel un dépassement de la valeur limite d'émission d'halogènes organiques adsorbables (AOX) est observé ; - le rejet « séparateur niveau traitement eau », pour lequel un dépassement de la valeur de pH maximale est constaté ; - le rejet « séparateur rétention fuel ». Selon le tableau récapitulatif des valeurs mesurées sur ce rejet, il n'y a aucun dépassement, cependant la synthèse des observations du rapport indique que la valeur de sulfures est non conforme. Il y a une confusion due aux informations contradictoires apportées par le rapport sur ce point. <p>Par ailleurs, l'IIC fait deux autres observations sur le rapport de l'Apave :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) dans les tableaux de résultats, la valeur limite pour les AOX est de 5 000 µg/L, or dans l'arrêté du 03/08/2018 pris comme référentiel réglementaire, la valeur limite est de 0,5 mg/L, soit 500 µg/L et non 5 000 µg/L 2) la valeur de sulfures est considérée conforme pour le rejet « séparateur niveau traitement eau » car elle est notée inférieure à 1,0 mg/L. Toutefois, la valeur limite étant de 0,2 mg/L dans l'arrêté du 03/08/2018, la valeur notée ici inférieure à 1,0 mg/L peut tout de même être supérieure à 0,2 mg/L et donc être non conforme. Ce résultat manque de précision pour conclure sur de la conformité des émissions de sulfures pour ce point de rejet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC demande à l'exploitant :

- de se remettre en conformité sur le dépassement en AOX du rejet « séparateur niveau transformateur » ainsi que sur la valeur de pH du rejet « séparateur niveau traitement eau »
- de se rapprocher de l'Apave pour clarifier les conclusions du rapport sur les dépassements en sulfures annoncés en synthèse du rapport, notamment pour le rejet « séparateur niveau traitement eau », mais également pour corriger la valeur limite retenue pour les AOX. Ces corrections doivent être apportées dans le prochain rapport de contrôle des analyses effectuées, et sera transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 8.6.8

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de la formation

Prescription contrôlée :

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

L'ensemble des opérateurs reçoit une formation initiale adaptée.

Une formation complémentaire annuelle à la sécurité d'une durée minimale d'une journée leur est dispensée par un organisme ou un service compétent. Cette formation portera en particulier sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture, et la mise à jour des consignes d'exploitation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'IIC le dossier de suivi recensant les habilitations des opérateurs suite à leurs formations.

L'exploitant a indiqué qu'un accueil sécurité est systématiquement réalisé pour les personnes intervenant sur le site, l'IIC a suivi cet accueil sécurité en arrivant sur site. En plus de leur formation initiale, les opérateurs reçoivent :

- une formation sur les risques chimiques et la manipulation de produits dangereux
- une formation annuelle sur la lutte contre l'incendie, la dernière ayant eu lieu le 18/10/2024
- une formation annuelle VAP7 HP50, la dernière ayant eu lieu le 04/09/2024. L'exploitant a transmis à l'IIC la convocation à cette formation, dont les objectifs sont de pouvoir appliquer les consignes d'exploitation spécifiques au site et les moyens d'alerte et de secours, et de mettre en œuvre les règles de sécurité dans le cadre des opérations de conduite ou de maintenance. Cette formation est proposée avec comme pré-requis une habilitation initiale à l'exploitation d'installations de vapeur ou d'eau surchauffée.

L'IIC n'a pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 8.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteur	Annuelle
Installation de détection incendie	Semestrielle
Installations de désenfumage	Annuelle
Portes coupe-feu	Annuelle

Constats :

Par courriel du 06/11/2024, l'exploitant a transmis à l'IIC :

- les rapports de vérification annuelle des extincteurs mobiles et du désenfumage, datés du 22/03/2024, qui ne relèvent pas de non-conformités,
- le rapport de vérification périodique des extincteurs du 17/05/2024 accompagné du certificat Q4 attestant que l'installation est conforme et maintenue conformément aux exigences de la règle APSAD R4
- le rapport de vérification périodique du système de détection incendie, qui indique qu'une maintenance préventive a été réalisée le 24/06/2024 et une maintenance curative a été réalisée le 29/06/2024, qui a abouti au remplacement d'un câble de la zone 7.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'IIC le bon de commande du 21/04/2023 pour le remplacement de la fermeture antipanique et du caillebotis et le devis du 18/09/2023 pour le remplacement de la porte coupe-feu de la zone chaufferie, suite à la vérification périodique de 2023 et à la proposition de devis d'AR-Environnement du 12/07/2023.

L'exploitant a néanmoins expliqué que le prestataire qui effectuait la vérification des portes coupe-feu ne réalise plus de prestation de contrôle, et qu'il n'y a donc pas eu de vérification périodique des portes coupe-feu en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC demande à l'exploitant de réaliser la vérification annuelle des portes coupe-feu en 2025 afin de se remettre en conformité par rapport à l'article 8.7.2 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2020.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Non-conformité D de l'inspection du 07/09/20

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 8.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, débit eau incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'un débit d'eau incendie disponible sur le site de 200 m³/h minimum. Les moyens en eau devront pouvoir être utilisés à tout moment en vue d'alimenter les différents moyens d'extinction fixes ou mobiles interne à l'établissement.
- [...]

Constats :

L'exploitant a expliqué que le poteau incendie historique de l'établissement fournit un débit de 184 m³/h. Dans le courrier de réponse à l'inspection des installations classées du 26/10/2022, suite à l'inspection du 07/12/2021, l'exploitant indique que des échanges avec la brigade des sapeurs-pompiers de Clamart ont permis de recenser deux hydrants situés à proximité du site (bouche incendie n°144 et poteau incendie n°96). Ces deux hydrants permettraient a priori d'augmenter le débit disponible sur le site pour la lutte contre l'incendie.

Par ailleurs, lors de l'inspection du 06/11/2024, l'exploitant a expliqué qu'avec les travaux en cours la chaufferie aura une puissance inférieure à 50MW. Ce nouveau classement en enregistrement pour la rubrique 2910 requiert "un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins 2 heures", selon l'article 21 de l'arrêté du 03/08/2018.

L'exploitant a expliqué à l'inspection que le poteau incendie historique du site, fournissant un débit de 184 m³/h, serait donc suffisant pour répondre aux besoins en eau du nouveau site de production.

Néanmoins, le site actuel reste soumis à autorisation et le débit d'eau incendie disponible sur le site est inférieur aux 200 m³/h prescrits par l'article 8.7.3 de l'arrêté préfectoral du 21/07/2020.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'IIC propose au préfet des Hauts-de-Seine de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité vis-à-vis du débit d'eau prescrit par son arrêté préfectoral.

Afin de satisfaire à cette mise en demeure, l'exploitant pourra le cas échéant déposer un porter à connaissance (PAC) à l'attention du préfet des Hauts-de-Seine dans lequel il démontrera que le débit disponible sur le site actuel suffit à le défendre contre l'incendie. Ce PAC s'appuiera notamment sur les calculs de débit requis suivant la méthode D9 et pourra être étayé par les échanges eus avec la brigade des sapeurs-pompiers de Clamart en 2022.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Observation 3 de l'inspection du 07/09/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, étalonnage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir remplacé les baies d'analyse suite aux dernières inspections. Par courriel du 04/11/2024, l'exploitant a transmis à l'IIC les rapports des derniers QAL2 des chaudières 1, 2, 3 et 4 datant de 2022 et 2023. L'IIC a constaté sur site que les appareils de mesures (AMS) ont bien été paramétrés selon les droites d'étalonnages du CO, des NOx et de l'O₂ résultant des QAL2 pour les chaudières 1, 2 (turbine à gaz) et 3. L'IIC constate que pour la chaudière 4, les droites d'étalonnage pour le CO et l'O₂ rentrées dans l'AMS correspondent au QAL2 mais que la droite pour les NOx ne correspond pas ($y = 1,03x + 1,03$ dans le QAL2 contre $y = 1x + 6,27$ sur l'AMS).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'IIC demande à l'exploitant de refaire l'étalonnage de l'AMS pour la chaudière 4 afin que le paramétrage prenne bien en compte les résultats du QAL2 pour les NOx.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Management environnemental

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 2.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Management environnemental</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un système de management environnemental comprenant :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ; • les procédures prenant particulièrement en considération les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ recrutement, formation, sensibilisation et compétence ; ◦ contrôle efficace des procédés ; ◦ gestion des enregistrements et de la documentation (suivi des enregistrements et des documents SME).
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'IIC le certificat attestant que le système de management d'ENGIE Réseaux de Meudon répond aux exigences de la norme ISO 14001. Ce certificat a été renouvelé le 28/06/2024.</p> <p>L'IIC n'a pas de remarques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Plan de gestion autres périodes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2020, article 2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion autres périodes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement conforme à la meilleure technique disponible (MTD 10) de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017. Ce plan est à transmettre à l'inspection des installations classées au plus tard le 17 août 2021.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 04/11/2024, l'exploitant a transmis à l'IIC son plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement pour chaque chaudière et pour la turbine à gaz, révisé le 08/12/2021. Ce plan détaille trois phases basées sur la MTD 10 de la décision d'exécution n°2017/1442 du 31 juillet 2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> -phase 1 : identification des périodes OTNOC -phase 2 : moyens de détection/mesures et maintenance avec notamment un plan de maintenance préventive des systèmes permettant de réduire les périodes OTNOC ou de limiter les émissions pendant ces périodes -phase 3 : estimation ou mesures des émissions. <p>L'IIC n'a pas de remarques.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 10 : Coupure manuelle
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63
Thème(s) : Risques accidentels, gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p>
Constats : <p>L'exploitant avait transmis des photos du schéma indiquant le sens de manœuvre de la vanne de coupure du gaz dans sa lettre de réponse datée du 30/12/2021 suite à l'inspection du 07/12/2021. L'IIC a constaté sur site, au poste gaz, la présence de ce schéma indiquant la position ouverte ou fermée de cette vanne.</p> <p>L'IIC n'a pas de remarques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite